

Arrêté du Maire

N° 2025-1121/AG

Portant autorisation de pose d'enseigne

Délivré par le Maire au nom de la commune

Numéro : EN 025 388 25 00036

Demande déposée le : 26/08/2025

Par : SAS KABOUL, représentée par M. DOLATZAE Jawad

Adresse de l'installation : 35 RUE CUVIER - 25200 MONTBELIARD

Référence(s) cadastrale(s) : 388 BX 63

Le Maire de la Ville de MONTBELIARD

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-9-2 III. ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 581-1 à L.581-24, R. 581-1 à R. 581-41, et R. 581-58 à R. 581-65-1 ;

Vu le code de la route et notamment ses articles R. 110-2 et R. 418-4 ;

Vu le code du patrimoine et notamment ses articles L. 621-30 et suivants, L. 632-1 et suivants ;

Vu la délibération N°2021-31.05-2 du 31 mai 2021 portant opposition du transfert « plans locaux d'urbanisme » à Pays de Montbéliard agglomération ;

Vu la demande présentée le 26/08/2025 par la SAS KABOUL, représentée par M. DOLATZAE, et dont le siège social est situé au 35 rue Cuvier à Montbéliard (25200), concernant l'installation d'une enseigne sur le local sis au 35 rue Cuvier ;

Vu le classement de la parcelle en Site Patrimonial Remarquable au Plan Local d'Urbanisme en vigueur ;

Considérant qu'il s'agit de l'installation d'une enseigne apposée à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ;

Considérant l'avis favorable assorti de prescriptions de l'architecte des bâtiments de France, en date du 08/10/25, joint au présent arrêté ;

Arrête,

Article 1 :

L'autorisation est accordée sous réserve des articles suivants :

Article 2 :

Le demandeur est tenu à l'exécution des prescriptions motivées émises par l'architecte des bâtiments de France :

- La raison sociale « KABOUL » sera en lettres découpées rétroéclairées (pas de lettres lumineuses). Elles devront présenter une teinte « gris clair » (le blanc étant proscrit) ;
- La partie décrivant les activités de la raison sociale sera en lettres découpées rétroéclairées et de teinte « gris clair ». Leur dimension n'excédera pas 12cm de hauteur et elles devront être organisées dans un format compact et discret à côté de la principale.

Article 3 :

Selon l'article R. 581-59 du code de l'environnement, l'enseigne lumineuse sera éteinte entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée aura cessé.

Article 4 :

Toute modification du projet devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 5 :

Selon l'article R. 581-58 du code de l'environnement, le bénéficiaire devra en cas de cessation d'activité supprimer l'enseigne et remettre les lieux en état dans les trois mois suivant cette cessation.

Article 6 :

Le présent arrêté est applicable **dès transmission en Sous-Préfecture, affichage et notification au demandeur.**

Fait à Montbéliard, le mercredi 15 Octobre 2025

Le Maire



Marie-Noëlle Biguinet

Marie-Noëlle BIGUINET

Déposé en Sous-Préfecture le : 15/10/2025

Affiché le : 15/10/2025

Notifié le :

Observations :

Conformément à la réglementation applicable à la taxe sur la publicité extérieure, l'installation, le remplacement ou la suppression du support publicitaire doit faire l'objet d'une déclaration par l'exploitant dans les deux mois au moyen du cerfa n°15702*02 selon les articles L.454-71 et D.454-13 du Code des impositions sur les biens et services.

INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité compétente ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 30 rue Charles NODIER, 25044 Besançon Cedex 3, dans le délai de 2 mois à compter de la date de réception du présent arrêté.

L'absence de réponse à un recours gracieux à l'issue d'un délai de 2 mois vaut rejet implicite dudit recours. Dans le délai de 2 mois à compter de la date de ce rejet implicite ou de la date d'une réponse explicite de l'autorité compétente, un recours contentieux peut être introduit devant le tribunal administratif.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr